

Notre mode de vie

Aviva Canada
Août 2023

Introduction

Le rapport *Notre mode de vie* 2023 d'Aviva Canada, qui en est à sa troisième année d'existence, jette un regard précieux et significatif sur le mode de vie des Canadiens au profit des clients, des parties prenantes et du grand public. Il s'agit du véritable compte-rendu de la façon dont nous vivons, travaillons et nous divertissons après la pandémie. Il présente également la manière dont les Canadiens perçoivent des questions telles que le télétravail, le marché du logement, les transports et d'autres facteurs clés du mode de vie de cette « nouvelle normalité », alors que nous nous tournons ensemble vers l'avenir.

Cette année, le rapport ne se limite pas à nos quatre chapitres traditionnels, à savoir Valeurs des propriétés et aspirations des propriétaires, Rénovations et améliorations, Usage et occupants et Conciliation travail-vie personnelle et transport. Le rapport de 2023 commence par un nouveau chapitre, Durabilité et changements climatiques – un sujet d'une importance considérable pour tout le monde, y compris pour nous à Aviva Canada. Aviva plc a l'ambition audacieuse d'atteindre l'objectif ZÉN d'ici 2040. Le travail a déjà commencé sur plusieurs fronts, notamment en aidant les Canadiens à reconstruire en mieux et en offrant des produits plus respectueux du climat. Une éducation et une sensibilisation accrues les aideront à prendre les mesures qui s'imposent et à lutter contre ce que nous croyons être la plus grande crise de notre existence.



Susan Penwarden

Directrice générale, Assurance des particuliers,
Aviva Canada

Table des matières

Chapitre 1
Durabilité et
changements
climatiques

Chapitre 2
Valeurs des propriétés
et aspirations des
propriétaires

Chapitre 3
Rénovations et
améliorations

Chapitre 4
Usage et
occupants

Chapitre 5
Conciliation travail-vie
personnelle et
transport

Chapitre 6
Conclusion

Chapitre 1

Durabilité et changements climatiques

Dans le récent chapitre de son rapport *Notre mode de vie*, Aviva a cherché à savoir dans quelle mesure les Canadiens sont préparés à adopter des mesures d'adaptation au climat pour s'assurer que les habitations et les infrastructures sont prêtes et résilientes, car le risque et la fréquence des intempéries continuent d'augmenter.



Une lueur d'espoir

Nous savons que ce que nous faisons, ou ce que nous ne faisons pas, aura des répercussions sur notre planète et les générations futures. Des rapports récents du gouvernement canadien nous préviennent que le Canada est de plus en plus vulnérable aux changements climatiques en raison de sa situation géographique qui fait que notre pays se réchauffe deux fois plus vite que le reste du monde.¹ Cette situation entraîne non seulement des risques pour le patrimoine naturel et les collectivités du pays, mais aussi pour les infrastructures.

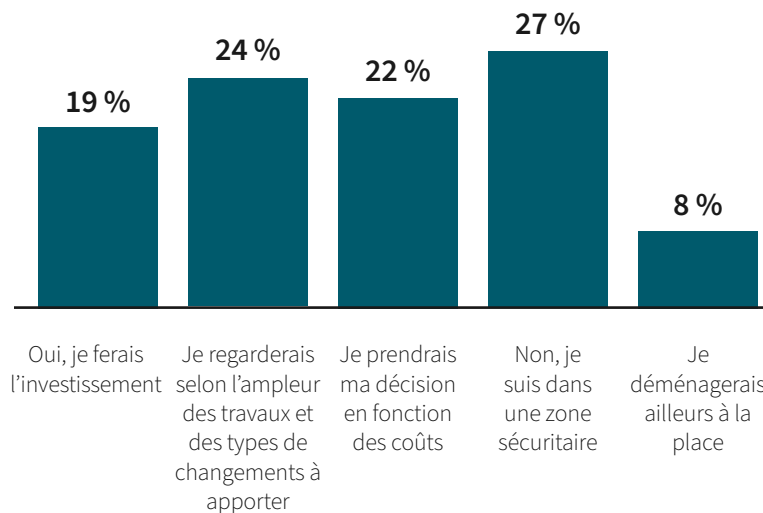
Que pouvons-nous faire de mieux pour renforcer la résilience climatique?

Le rapport de cette année révèle que près d'un ménage canadien sur cinq (19 %) envisage d'effectuer des rénovations majeures d'ici les 5 à 10 prochaines années afin de mieux protéger sa famille contre les graves intempéries, telles que les feux de forêt, les inondations, les tempêtes de grêle et les tornades. C'est le cas des habitants des Maritimes, qui sont plus enclins à apporter des améliorations à leur maison pour résister aux phénomènes météorologiques violents, ce qui pourrait être attribué à l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles.

Bien qu'il s'agisse d'une bonne nouvelle en termes de protection des Canadiens contre les dangers des phénomènes météorologiques fréquents et violents, 46 % des répondants sont encore hésitants sur cette question, déclarant qu'ils n'envisageraient pas nécessairement de telles rénovations. Nombre d'entre eux hésitent encore en raison d'un manque de connaissances sur le type de mesures d'adaptation nécessaires, des perturbations ou de l'incidence sur leur vie quotidienne, et de la pression que de telles rénovations exerceraient sur leurs finances.

Je suis ouvert aux rénovations pour faire face aux intempéries :

Si votre maison nécessitait des rénovations majeures dans les 5 à 10 ans pour faire face aux phénomènes météorologiques violents (inondations, tempêtes de vent, feux de forêt, tempêtes de grêle, tornades, etc.), seriez-vous disposé à les effectuer?



Le déficit d'investissement au Canada dans la lutte contre les changements climatiques est consternant. Nous avons besoin d'investissements, d'actions et de collaborations considérables de la part du gouvernement pour atteindre nos objectifs de réduction des émissions tout en protégeant les Canadiens et leurs foyers des conséquences des changements climatiques. Nous félicitons le gouvernement pour le lancement de la toute première Stratégie nationale d'adaptation, mais l'action doit suivre. Les gouvernements doivent inciter les propriétaires à mettre à jour les cartes des inondations et les codes du bâtiment dès maintenant, car rattraper le retard en matière d'environnement est un jeu périlleux où personne ne sort gagnant. »

Susan Penwarden

Directrice générale,
Assurance des particuliers

La crise climatique à tous les niveaux

La rénovation des maisons n'est pas la seule chose qui préoccupe les Canadiens lorsqu'il s'agit des changements climatiques. Pour certains, c'est l'emplacement qui suscite de vives inquiétudes. Notre rapport a révélé qu'un Canadien sur quatre (24 %) a demandé à son représentant ou à sa compagnie d'assurance de lui parler des risques liés aux zones d'inondation avant de choisir l'emplacement de sa maison. Parmi les jeunes Canadiens de 18 à 34 ans, un sur trois a posé cette question relative au climat avant d'acheter une maison, ce qui témoigne d'une sensibilisation encore plus grande aux risques extrêmes actuels.

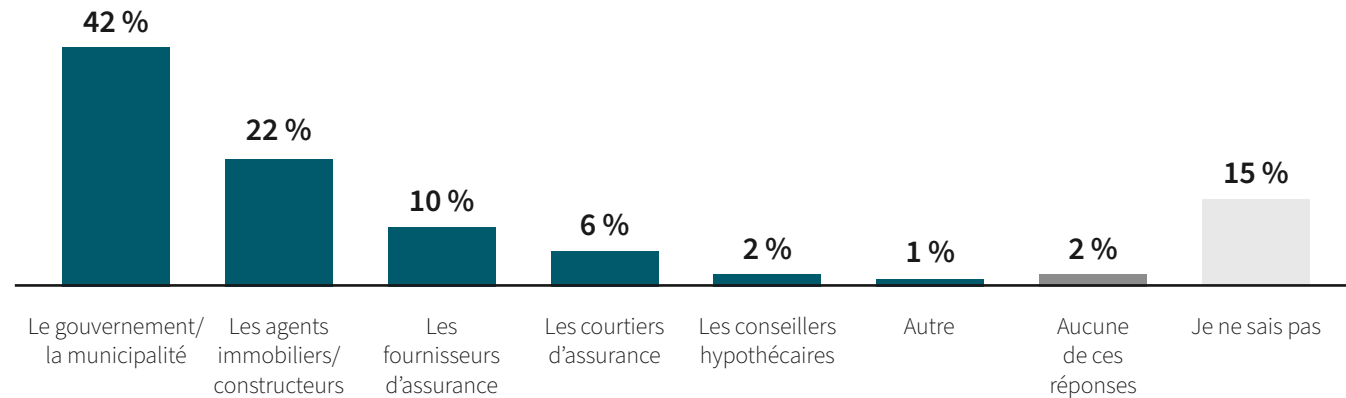
Quand il pleut, il tombe des trombes d'eau

Le Canada est sujet à des inondations récurrentes, les fortes pluies et la fonte des neiges entraînant souvent des risques d'inondation et de dégâts d'eau. Si l'on y ajoute les vents violents, l'écoulement d'eau peut augmenter considérablement et provoquer des débordements causant des catastrophes.

L'année dernière, l'équipe d'indemnisation d'Aviva s'est mobilisée pour faire face à trois sinistres de catastrophe majeurs dans huit provinces canadiennes. Les membres de l'équipe ont travaillé 24 heures sur 24 pour aider plus de 11 000 clients touchés par ces événements, dont l'ouragan Fiona, une tempête de vent printanière et une violente tempête hivernale.

Interrogés sur la question des inondations, une majorité de Canadiens (82 %) comprennent ce qu'est une zone d'inondation et quels sont les risques connexes, les Ontariens affichant l'écart le plus important au niveau de la sensibilisation. La disparité se poursuit puisque moins de la moitié des répondants (41 %) disent savoir où obtenir des renseignements précis sur les risques d'inondation, ce qui plaide en faveur d'un renforcement des programmes de sensibilisation du public.

Qui doit fournir des informations sur les risques de zones d'inondation et les habitations résistantes aux changements climatiques?



Nous devons mieux informer nos clients sur leur situation en termes d'exposition à un événement météorologique grave. Pour nous, une partie de la lutte contre les changements climatiques consiste à essayer d'élaborer des solutions grâce à notre collaboration avec l'Institut de prévention des sinistres catastrophiques (IPSC) et à soutenir ses efforts pour renforcer la résilience des collectivités au moyen de la sensibilisation, de la recherche et des solutions. »

Susan Penwarden

Directrice générale,
Assurance des particuliers

Il est important de savoir si sa propriété se trouve dans une zone d'inondation, car cela peut avoir des conséquences sur les coûts de réparation et d'assurance futurs. Lorsqu'on les a interrogés davantage sur la question, les Canadiens restaient divisés sur les mesures qu'ils seraient prêts à prendre s'ils apprenaient que leur maison était située dans une zone d'inondation :

31 %

ont déclaré qu'ils demanderaient à leur compagnie d'assurance de leur fournir une garantie pour se protéger.

22 %

ont déclaré qu'ils déménageraient à l'écart d'une zone d'inondation.

16 %

ont affirmé qu'ils resteraient sur place, croyant que les conséquences seraient minimales.

12 %

ont dit qu'ils rénoveraient leur maison afin d'atténuer les risques.

Par ailleurs,

19 %

des répondants vivant actuellement dans des zones d'inondation ne sont pas certains des mesures qu'ils prendraient.



Assurance contre les inondations

Il est essentiel que l'industrie et les gouvernements continuent de sensibiliser les Canadiens à la manière de se protéger et de protéger leurs biens contre les phénomènes météorologiques violents provoqués par les changements climatiques. Les polices d'assurance habitation standard ne couvrent pas les dommages causés par les inondations. Toutefois, un certain nombre d'assureurs, notamment ceux qui font partie du groupe Aviva Canada, offrent une garantie couvrant les dommages aux biens causés par l'eau à la suite du débordement d'un plan d'eau. Aviva offre également l'avenant Prévention des sinistres, qui offre un montant pouvant aller jusqu'à 2 500 \$ pour l'achat de tout dispositif de prévention qui évitera la répétition du sinistre, comme un toit résistant à la grêle, un système d'alarme incendie, une pompe de puisard, etc. Les Canadiens sont invités à examiner leur police d'assurance tous les ans avec leur représentant pour comprendre la garantie dont ils disposent, ainsi que les options en matière de garanties facultatives* qui s'offrent à eux.

Des changements au quotidien peuvent faire toute la différence

Lorsqu'il s'agit d'apporter des changements respectueux de l'environnement, les Canadiens restent bien informés et actifs sur ce qu'ils peuvent faire chez eux afin de contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

- 71 % prévoient passer à des appareils électroménagers à faible consommation d'énergie.
- 69 % seraient prêts à opter pour des produits de nettoyage écologiques.
- 60 % sont favorables à l'utilisation de matériaux ou de produits récupérés lors de la rénovation ou de l'amélioration de leur maison.

Dans un autre ordre d'idées, 42 % des Canadiens ont déclaré qu'ils songent à acheter un véhicule électrique au cours des cinq prochaines années, tandis que 58 % d'entre eux envisagent de choisir des marques ou des services fournis par des entreprises qui prennent manifestement des mesures pour lutter contre les changements climatiques. Aviva offre un certain nombre de produits qui soutiennent et récompensent les choix respectueux du climat, tels que l'avenant au programme Assure visant les produits verts, qui prévoit le remplacement de biens endommagés ou détruits par des produits plus écoénergétiques et plus écologiques. Les clients sont invités à communiquer avec leur représentant d'assurance pour en savoir plus sur ces produits*.



* Les garanties et les produits d'assurance décrits dans ce rapport sont assujettis aux conditions, aux restrictions et aux exclusions.

Chapitre 2

Valeurs des propriétés et aspirations des propriétaires

Ce chapitre se penche sur la façon dont la situation a évolué pour les propriétaires et les locataires canadiens depuis 2022, l'incidence des pressions économiques sur l'accès à la propriété pour les Canadiens et l'évolution des aspirations dans un environnement où le coût de la vie est plus élevé.



L'an dernier, alors que le marché immobilier était en pleine effervescence, nous avons constaté que de nombreux Canadiens surestimaient la valeur de leur logement par rapport aux données réelles de l'Association canadienne de l'immeuble (ACI). Le rapport de cette année reflète une nouvelle réalité : la valeur moyenne des maisons est de 767 000 \$, ce qui représente une baisse considérable par rapport à la moyenne de 980 773 \$ de l'année dernière.

Dans l'ensemble, un plus grand nombre de Canadiens déclarent vivre dans des maisons à prix moyen en 2023. Le rapport de 2023 révèle que 38 % des répondants vivent dans une maison d'une valeur d'environ 600 000 \$, une proportion plus élevée par rapport aux résultats de 2022 (26 %) et de 2021 (24 %). La hausse de la valeur des maisons de milieu de gamme est particulièrement vraie pour les résidents de l'Ontario, qui sont plus nombreux que l'année précédente à estimer la valeur de leur maison à un niveau inférieur. La proportion de personnes qui évaluent leur maison à plus de 1,15 million de dollars a également baissé par rapport à 2022.



La valeur perçue d'une maison a baissé en 2023



Valeur estimée d'une maison	Total pour 2022	Total pour 2021	Région					
			C.-B.	AB	MB/SK	ON	QC	ATL
<600 000 \$ (NET) 45 %	39 %	42 %	28 %	59 %	76 %	23 %	69 %	76 %
<200 000 \$ 10 %	10 %	10 %	9 %	11 %	13 %	7 %	13 %	22 %
200 000 \$–324 999 \$ 13 %	10 %	12 %	4 %	14 %	35 %	3 %	23 %	28 %
325 000 \$–449 999 \$ 12 %	9 %	10 %	5 %	22 %	16 %	4 %	19 %	19 %
450 000 \$–599 999 \$ 10 %	9 %	9 %	10 %	13 %	12 %	8 %	13 %	7 %
600 000 \$ et + (NET) 38 %	26 %	24 %	56 %	25 %	10 %	57 %	18 %	4 %
600 000 \$–749 999 \$ 11 %	6 %	7 %	13 %	12 %	5 %	15 %	8 %	2 %
750 000 \$–899 999 \$ 8 %	6 %	6 %	9 %	6 %	1 %	12 %	5 %	2 %
900 000 \$–1 149 999 \$ 10 %	6 %	6 %	11 %	4 %	1 %	17 %	4 %	
1 150 000 \$+ 9 %	8 %	6 %	23 %	4 %	2 %	13 %	1 %	1 %
Je ne sais pas 17 %	35 %	34 %	16 %	16 %	14 %	20 %	14 %	20 %

Valeur moyenne : 767 442 \$ | 2022 Propriétaires : 980 773 \$

L'abordabilité et la crise du logement

Sur le marché de la location, une grande majorité de Canadiens (83 %) déclarent payer moins de 2 000 \$ par mois en termes de loyer. Cependant, la plupart d'entre eux (61 %) ont vu leur loyer augmenter depuis 2021. Pour près d'un locataire canadien sur cinq, l'augmentation du loyer mensuel a dépassé 5 %. Seuls 10 % des Canadiens paient un loyer compris entre 2 000 et 4 000 dollars par

mois, mais cette situation est plus fréquente dans les environnements immobiliers à coût élevé de la Colombie-Britannique et de l'Ontario. Les locataires québécois ont les loyers les plus abordables du Canada, 76 % d'entre eux payant moins de 1 000 \$ par mois, mais ils déclarent également subir les augmentations de loyer les plus fréquentes.

Quel est le coût mensuel total de votre logement locatif?

Coût mensuel du logement locatif	Région					
	C.-B.	AB	MB/SK	ON	QC	ATL
<1 000 \$ (NET) 41 %	29 %	37 %	33 %	27 %	76 %	48 %
Moins de 500 \$ 6 %	7 %	8 %	7 %	5 %	8 %	5 %
500 \$-<1 000 \$ 34 %	22 %	29 %	26 %	22 %	68 %	43 %
1 000 \$-<2 000 \$ (NET) 43 %	52 %	44 %	60 %	46 %	22 %	44 %
1 000 \$-<1 300 \$ 16 %	13 %	17 %	23 %	15 %	14 %	23 %
1 300 \$-<1 700 \$ 16 %	26 %	19 %	19 %	16 %	5 %	14 %
1 700 \$-<2 000 \$ 11 %	13 %	8 %	18 %	16 %	2 %	7 %
2 000 \$-<4 000 \$ (NET) 12 %	16 %	15 %	2 %	20 %	1 %	5 %
2 000 \$-<2 500 \$ 8 %	10 %	9 %		14 %	1 %	
2 500 \$-<3 000 \$ 3 %	4 %	2 %	2 %	3 %		5 %
3 000 \$-4 000 \$ 2 %	1 %	5 %		2 %		
Plus de 4 000 \$ 1 %	1 %	4 %		2 %		
Je ne sais pas 3 %	3 %		5 %	4 %	1 %	3 %

83 % des locataires paient moins de 2 000 \$ par mois pour leur logement locatif

Quels sont les types de logements prisés par les locataires?

Si l'on examine les types de logements que les locataires préfèrent sur le marché actuel, on constate que les Canadiens sont moins nombreux à louer des maisons individuelles et des unités dans des immeubles de faible hauteur et qu'ils optent plutôt pour des maisons jumelées.ⁱⁱ Cela pourrait être dû à des coûts de location semblables, en particulier dans les centres urbains comme Toronto et Vancouver, où les personnes qui souhaitent obtenir une plus grande superficie par rapport à l'argent qu'ils investissent choisissent de déménager en banlieue.

Un rêve encore lointain

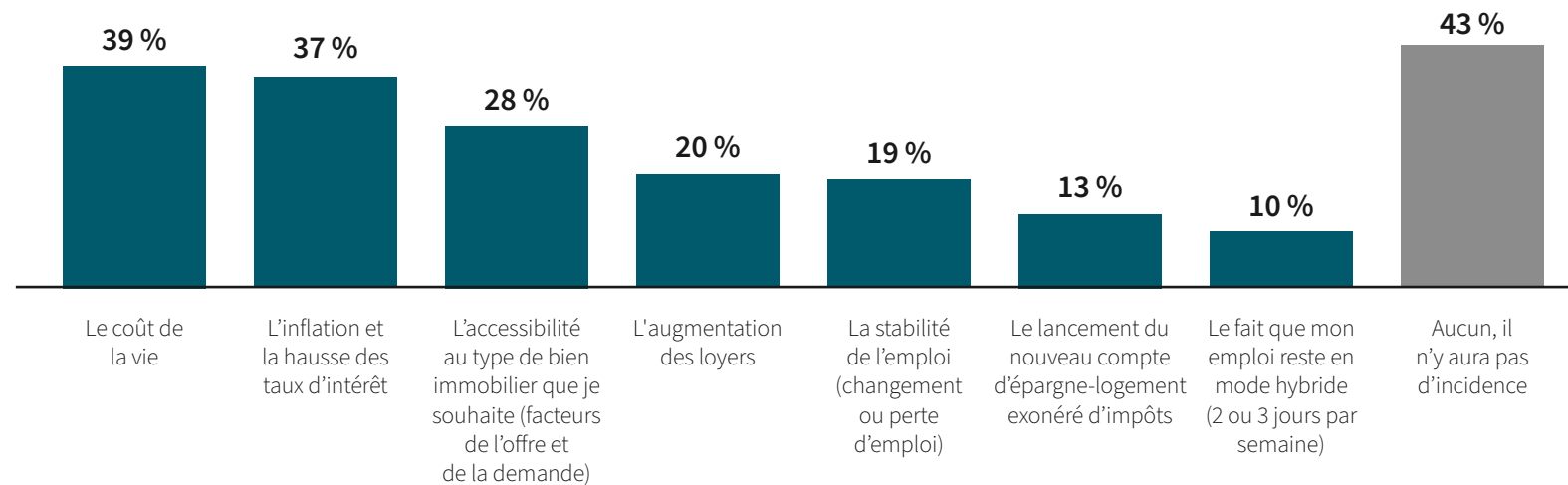
Chez les personnes qui aspiraient à devenir propriétaires, un répondant sur quatre (24 %) prévoyait acheter une nouvelle maison et a pu concrétiser son projet; il s'agit d'une augmentation de 9 % par rapport à l'année dernière et de 6 % par rapport à 2021. Dans l'ensemble, la valeur des maisons achetées jusqu'à présent est inférieure à celle de 2022, les acheteurs investissant davantage dans des biens de moyenne gamme (450 000 \$ à 750 000 \$). La plus grande accessibilité à des logements abordables a probablement incité à l'achat, étant donné qu'il y a eu plus d'acheteurs d'une première maison en 2023 qu'en 2022.

Le rapport indique aussi que 27 % des Canadiens de 18 à 34 ans comptaient acheter une maison durant la dernière année, mais n'ont pas été en mesure de le faire. Cette situation pourrait s'expliquer par les taux d'intérêt élevés et les nouvelles règles d'admissibilité aux prêts hypothécaires plus rigoureuses compliquant l'accès à la propriété pour les jeunes acheteurs. La Banque du Canada ayant récemment relevé ses taux d'intérêt à leur niveau le plus élevé depuis 2001, soit la première hausse depuis janvier,ⁱⁱⁱ les coûts d'emprunt continueront d'influencer le marché immobilier.

Malgré les informations faisant état d'une reprise du marché du logement, notre sondage a révélé que plusieurs vents contraires ont été des facteurs troublants pour les Canadiens qui aspiraient à devenir propriétaires cette année et qu'ils continueront d'inciter de nombreuses personnes à attendre un peu plus longtemps avant de réaliser leur rêve. Les vendeurs et les acheteurs potentiels affirment qu'ils pourraient ne

pas vendre ou acheter leur maison en raison de l'inflation, de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation du coût de la vie. Cela suggère que les changements survenus dans l'économie canadienne au cours de la dernière année ont une incidence significative sur les aspirations à l'accès à la propriété.

Selon vous, quel facteur de la situation économique actuelle influencera vos aspirations en matière d'achat ou de vente d'un logement au cours des 12 prochains mois?



Les Canadiens continuent de ressentir les soubresauts de l'économie et son incidence sur leurs aspirations personnelles en matière de logement. Même si le marché est en train de se redresser, nombre d'entre eux hésitent encore à se lancer dans l'aventure en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'incertitude qui entoure la valeur des maisons et les prêts hypothécaires. »

Susan Penwarden

Directrice générale,
Assurance des particuliers

Chapitre 3

Rénovations et améliorations

Dans ce chapitre, nous avons cherché à connaître le point de vue des Canadiens sur les rénovations et les améliorations, au-delà de celles liées au climat. Plus précisément, nous avons cherché à savoir si les changements dans les habitudes de consommation en raison de l'augmentation des coûts influençaient la prise de décision et si les Canadiens envisager de rénover leur logement, comme cela avait été le cas lors de la pandémie.



En ce qui concerne les rénovations, 26 % des Canadiens ont fait moins d'achats en raison de la hausse des coûts dus à l'inflation et aux problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement. Un sur quatre a planifié ses dépenses, indiquant qu'il a dépensé moins que ce qu'il voulait (11 %), qu'il a étalé ses achats sur de plus longues périodes (8 %) ou qu'il a été contraint de réduire son budget pour de telles dépenses (8 %).

Si l'argent pouvait parler, que diraient vos dépenses de vous?

Il va sans dire que l'inflation et les taux d'intérêt élevés influent directement sur les habitudes de consommation. Au cours des 12 prochains mois, 76 % des Canadiens envisagent de modifier leurs habitudes d'achat, par exemple en trouvant des moyens d'économiser de l'argent sur les rénovations et les améliorations domiciliaires.

Les principales stratégies envisagées par les personnes interrogées pour économiser sont les suivantes :

Effectuer une recherche plus rigoureuse pour trouver le meilleur prix

(21 %)

Réduire la quantité globale de ses achats

(16 %)

Économiser davantage avant d'effectuer des achats pour éviter l'endettement

(11 %)

Effectuer le suivi de ses dépenses pour éviter les achats impulsifs

(10 %)

Attendre que le taux d'inflation diminue

(7 %)

Diminuer ses achats en ligne

(6 %)



L'inflation et les taux d'intérêt élevés sont des considérations majeures cette année pour les consommateurs qui cherchent activement des moyens de réduire leurs charges financières. Selon notre rapport, de nombreux consommateurs envisagent de réaliser des investissements pour l'avenir visant à rendre leurs espaces de vie plus confortables ou à améliorer l'accessibilité financière. »

Susan Penwarden

Directrice générale,
Assurance des particuliers

Le rapport de cette année révèle que les dépenses moyennes consacrées à l'adaptation du logement sont plus élevées. Outre les préoccupations économiques grandissantes et, peut-être, la réduction des dépenses consacrées à des vacances coûteuses, les Canadiens ont aussi répondu qu'ils prévoient dépenser plus que ce qu'ils ont indiqué en 2022 pour la rénovation de leur cour (piscines, aires de divertissement extérieures, jardins, etc.), témoignant ainsi de la tendance récente aux « vacances sédentaires ».

Le modèle de travail hybride étant devenu la nouvelle norme, les Canadiens continuent d'opter pour l'optimisation et l'amélioration de leur espace de travail à domicile, leur sanctuaire personnel, afin de pouvoir y passer plus de temps. La tendance à la rénovation de l'arrière-cour l'an dernier, c'est-à-dire l'ajout d'une piscine, d'une aire de divertissement extérieure, d'un pavé autobloquant ou d'un jardin se poursuit cette année, la dépense moyenne s'élevant à plus de 4 000 \$. Même si moins de Canadiens ont rénové leur maison pour y inclure des espaces de travail et des salles de sport sur fond de retour à la normale après la pandémie, le coût moyen de ces rénovations a augmenté, en raison de l'inflation élevée.

Montant dépensé à l'égard des changements apportés :

Adaptation de l'espace	Total	Propriétaires occupants
Adapté l'espace existant pour créer un espace de travail	1 481 \$	2 011 \$
Adapté l'espace existant pour aménager un espace réservé à l'exercice physique	1 181 \$	1 469 \$
Adapté l'espace existant pour permettre à mes enfants de poursuivre leur scolarité	1 460 \$	2 001 \$
Rénovation		
Rénové l'arrière-cour : ajout d'une piscine, d'une aire de divertissement extérieure, d'un pavé antibloquant, d'un jardin, etc.	4 380 \$	5 608 \$
Rénové la propriété pour ajouter une aire de divertissement au sous-sol	3 394 \$	3 971 \$
Rénové la propriété pour ajouter un bureau pour le télétravail	4 643 \$	1 263 \$
Rénové la propriété pour ajouter une salle de jeux pour enfants	1 711 \$	2 221 \$
Rénové la propriété pour créer une maison multigénérationnelle	3 339 \$	4 042 \$
Rénové le sous-sol pour le louer en vue d'obtenir un revenu supplémentaire	6 837 \$	9 595 \$
Ajouté une annexe à la maison	20 406 \$	23 977 \$

\$ Moyenne

Adaptation de l'espace

4 070 \$

Rénovation

14 819 \$

Ce qui est préoccupant, c'est de constater que seule une faible proportion (26 %) de ceux qui ont acheté, rénové ou adapté leur logement ont communiqué avec leur représentant ou leur compagnie d'assurance pour mettre à jour leur couverture. Il est important de s'assurer que l'assurance habitation, dont le contenu, est à jour et reflète tous les changements apportés à une maison afin de protéger les propriétaires contre les pertes financières – y compris la perte potentielle de la valeur de l'argent qui vient d'être réinvesti pour améliorer l'habitation.



Chapitre 4

Usage et occupants

Dans ce chapitre, nous avons fait le point sur les grandes tendances, notamment le télétravail et sur ce que les Canadiens aimeraient voir de la part des employeurs à cet égard à l'avenir. Toutefois, comme pour les autres catégories étudiées, les facteurs économiques ont pesé lourdement sur eux en ce qui concerne la conciliation travail-vie personnelle et leur façon de penser.



Le changement le plus apparent : les Canadiens sont moins nombreux à faire du télétravail à temps plein (19 %) qu'en 2022 (27 %). D'autre part, le nombre de Canadiens travaillant selon un modèle hybride, certains jours au bureau, d'autres à la maison chaque semaine est passé de 25 % l'année dernière à 29 % cette année. Les options de travail flexible restent les plus nombreuses et les plus populaires parmi les Canadiens de 35 ans ou moins. La proportion de personnes travaillant à temps plein dans les bureaux de leur entreprise ou de leur organisation a également augmenté, grimant à 50 % (contre 45 % il y a un an).

L'un des changements les plus importants en termes de vie professionnelle est la façon dont les Canadiens ont répondu, dans le rapport *Notre mode de vie* 2023, à la question portant sur le retour au bureau :

- 25 % des répondants apprécient l'environnement propice à la collaboration du bureau.
- 21 % des répondants avouent privilégier le climat social du bureau.
- 15 % des répondants affirment que la grande souplesse du mode de travail hybride leur permet de concilier plus aisément leurs priorités professionnelles et personnelles; le taux de réponse était de 9 % en 2022.

Les travailleurs en mode hybride sont également plus susceptibles d'éprouver des sentiments négatifs à l'idée de retourner au bureau que ceux qui travaillent en personne à temps plein. Cela pourrait s'expliquer par une période de transition après que de nombreuses entreprises ont annoncé, au cours des derniers mois, soit un retour complet au travail, soit une augmentation du nombre de jours de travail au bureau.



Malgré la pandémie et dans le contexte économique actuel, Aviva continue de contribuer à équilibrer la pression que subissent ses collaborateurs en se concentrant sur le bien-être et en créant une culture qui leur permet d'être eux-mêmes. Nous sommes témoins d'un taux d'attrition plus bas et d'un plus grand nombre d'employés qui réintègrent l'entreprise après une période d'absence. Le principal moteur de notre culture, c'est d'aider les collaborateurs à réussir en s'affichant tels qu'ils sont et en ayant des dirigeants qui font preuve de discernement, au lieu de suivre des politiques, pour mettre nos gens au premier plan. C'est cet engagement qui a également permis à Aviva d'être la première grande société de services financiers au Canada à compter 50 % de femmes et 35 % de personnes issues de minorités visibles au sein de sa haute direction. »

Danny Davies
Chef du Capital humain

Base : Travail hybride ou à temps plein au bureau

	2023	2022
J'apprécie l'environnement de collaboration qu'apporte le travail en personne	25 %	x
J'apprécie l'environnement social au travail plus que je ne l'aurais cru	21 %	x
Je suis capable de jongler plus facilement avec les priorités professionnelles et familiales, car je peux travailler de façon plus flexible	15 %	9 %
J'arrive à me « déconnecter » du travail plus facilement depuis que je suis retourné au bureau	13 %	11 %
J'apprécie les déplacements entre le domicile et le lieu de travail plus que je ne l'aurais cru	8 %	6 %
Je trouve que les déplacements pour se rendre au travail reviennent chers	21 %	x
J'ai du mal à me concentrer au bureau depuis que je travaille de chez moi	11 %	9 %
Je me sens plus stressé que lorsque je pouvais travailler davantage à la maison, car j'essaie de concilier mes priorités professionnelles et personnelles	10 %	12 %
Depuis que j'ai pris l'habitude de travailler de chez moi, je m'adapte difficilement au travail au bureau	9 %	11 %
Aucune des réponses ci-dessus	34 %	48 %

Les trajets entre le domicile et le lieu de travail si redoutés

Les Canadiens qui travaillent en mode hybride sont de plus en plus nombreux (15 % contre 9 % l'an dernier) à dire qu'ils apprécient pouvoir jongler avec les priorités professionnelles et personnelles et concilier travail-vie personnelle. Toutefois, ils ne sont pas fervents des trajets entre le domicile et le lieu de travail, probablement en raison de l'augmentation de la circulation et de la congestion des transports en commun par rapport à l'année dernière, puisque seulement 8 % d'entre eux déclarent qu'il est « agréable » de se rendre au travail. Les facteurs économiques pèsent également plus lourdement sur leurs déplacements cette année, 21 % déclarant que les trajets leur reviennent chers. Cette proportion est encore plus élevée (26 %) chez les travailleurs de moins de 35 ans et vivant dans des zones urbaines.

En conséquence, un tiers (32 %) des Canadiens aimeraient que les employeurs maintiennent des modèles de travail hybrides et flexibles dans le cadre de la « nouvelle normalité », et ce chiffre est plus élevé pour les personnes de 18 à 34 ans (40 %). Les autres aspects que les Canadiens attendent de leurs employeurs sont le soutien en matière de santé mentale (30 %), l'engagement à l'égard de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (25 %), une culture où chacun peut s'exprimer librement et des occasions d'apprentissage et de perfectionnement (22 %).

Les valeurs qui comptent pour les Canadiens sur le lieu de travail

Alors que les Canadiens réfléchissent aux valeurs qu'ils recherchent en milieu de travail, ils ont exprimé une plus grande inquiétude à l'égard de la conjoncture économique, un thème qui revient dans tous les chapitres :

- 18 % affirment être stressés en raison de l'inflation et d'une éventuelle récession.

Incidence du marché de travail actuel sur les aspirations professionnelles :	Âge		Origine ethnique		
	18-34	35+	Cauc.	PANDC	
Je suis stressé par les conséquences de l'inflation et d'une possible récession sur la conciliation travail-vie personnelle et sur ma charge de travail	18 %	27 %	14 %	15 %	29 %
Je m'inquiète des licenciements et de l'incidence des facteurs économiques (récession, inflation, etc.) sur mon emploi actuel	13 %	21 %	11 %	11 %	25 %
Je me soucie des conséquences sur mon augmentation salariale et ma progression	13 %	22 %	10 %	11 %	23 %
Je suis confiant dans ma capacité à trouver un nouvel emploi grâce aux nouvelles compétences que j'ai acquises ces dernières années	13 %	24 %	9 %	11 %	20 %
Je crains que mon employeur n'en profite pour revenir aux façons de faire d'avant la pandémie	8 %	13 %	6 %	7 %	13 %
Je vais attendre l'année prochaine pour changer d'emploi	5 %	9 %	4 %	4 %	9 %
Cela n'a pas eu d'incidence sur mes perspectives d'emploi	27 %	17 %	30 %	30 %	17 %
Aucune des réponses ci-dessus	27 %	11 %	33 %	30 %	13 %
Je ne sais pas	7 %	8 %	7 %	6 %	7 %

A eu une incidence :
66 %

- 13 % des répondants se soucient des licenciements et du contexte économique.
- 13 % des répondants craignent que les mauvaises conditions économiques nuisent à leurs augmentations salariales ou à leurs promotions.

- 13 % des répondants s'inquiètent de leur capacité à trouver un nouvel emploi s'ils perdent leur emploi actuel.

Dans l'ensemble, ces inquiétudes sont plus marquées chez les Canadiens de 18 à 34 ans et chez les membres des communautés racisées.

Chapitre 5

Conciliation travail-vie personnelle et transport

Les Canadiens utilisent davantage de moyens de transport qu'en 2022, ce qui reflète clairement la reprise des mouvements de circulation aux niveaux pré-pandémiques. Malgré leurs préoccupations quant à la hausse des coûts et les désagréments associés aux déplacements, les Canadiens préfèrent encore de loin (88 %) utiliser leurs propres moyens de transport (voiture, VUS, camion et motocyclette); le rapport d'Aviva affichait 82 % l'an dernier.



Différents moyens de transport continuent également de gagner en popularité auprès des Canadiens, à mesure que les inquiétudes d'avant la pandémie s'estompent. Cela est particulièrement vrai pour l'usage personnel, les Canadiens préférant des moyens de transport plus économiques et plus durables pour les activités de loisirs :

- La marche comme moyen de transport personnel préféré a augmenté à 79 %.
- Les services de taxi et de covoiturage ont grimpé à 20 %, par rapport à 13 % l'an dernier.

- Le vélo est le mode de transport préféré de 34 % des personnes interrogées.
- Le nombre d'usagers du bus est passé de 17 % l'an dernier à 21 % cette année.
- Le nombre d'usagers du métro dans la RGT est passé de 11 % l'an dernier à 15 % cette année.
- Les déplacements en train affichent 12 %, contre 8 % en 2022.

Préférences en matière de moyens de transport

			Total pour 2022
Voiture/fourgonnette/moto	88 %		82 %
	74 %	↑ 88 %	
	52 %		
Marche	83 %		77 %
	79 %	↑ 83 %	
	17 %		
Vélo	36 %		31 %
	34 %	↑ 36 %	
	6 %		
Bus	30 %		23 %
	21 %	↑ 30 %	
	17 %		
Taxi/Uber	24 %		16 %
	20 %	↑ 24 %	
	7 %		
Métro	21 %		15 %
	15 %	↑ 21 %	
	11 %		
Train	17 %		11 %
	12 %	↑ 17 %	
	7 %		

- Total
- Usage personnel/loisirs
- Déplacements/affaires



Les pressions inflationnistes continuent de barrer la route à de nombreux Canadiens, et le transport n'échappe pas à la règle. Même si la situation pourrait se stabiliser au cours des prochains mois, les coûts d'achat et de possession d'un véhicule, déterminés par de multiples facteurs, continueront d'avoir une incidence directe sur les Canadiens. En ces temps difficiles, un moyen simple pour les conducteurs d'économiser est de recourir à des programmes d'assurance fondés sur l'utilisation pour les aider à réduire leurs primes mensuelles. »

Susan Penwarden
Directrice générale,
Assurance des particuliers

Pour faire face à la hausse des taux d'intérêt lors de l'achat ou de la location d'un véhicule, les Canadiens envisagent notamment d'acheter un véhicule d'occasion – deux Canadiens sur dix l'ont fait. Par ailleurs, 70 % d'entre eux ont déclaré que le coût était leur première préoccupation, suivi par les inquiétudes concernant les frais de réparation potentiels (34 %). Ils sont extrêmement préoccupés (59 %) par la hausse du prix de l'essence et le coût des réparations imprévues (42 %) au cours des 12 prochains mois.

Dans un marché économique fluctuant, caractérisé par une forte inflation et une augmentation du coût de la vie, de la nourriture à l'essence, les consommateurs cherchent à économiser de l'argent par tous les moyens possibles. Une majorité de Canadiens (63 %) est favorable au regroupement des polices d'assurance habitation et automobile auprès du même assureur, comme le recommande souvent le représentant. La combinaison des contrats permet également à l'assuré de ne payer qu'une seule franchise si un sinistre touche plus d'une police et de gagner un temps précieux en soumettant une demande d'indemnisation à un seul assureur, pour plus de facilité et de commodité.

Notre appli télématique, **Conduimatic Aviva**, est une technologie basée sur les applications qui utilise des capteurs de votre téléphone intelligent pour analyser en temps réel votre conduite en termes de vitesse sécuritaire, de souplesse et de vigilance.

Les programmes télématiques constituent une autre option abordable de plus en plus populaire parmi les Canadiens préoccupés par les augmentations du coût de la vie en 2023. Une proportion plus élevée de Canadiens (39 %, contre 32 % l'an dernier) connaissent la télématique et envisagent d'y adhérer pour économiser sur leur prime d'assurance. Cependant, à peine plus d'un Canadien sur dix utilise actuellement un programme télématique.

Grâce à l'utilisation de nouveaux systèmes d'intelligence artificielle et de télématique, les compagnies d'assurance sont en mesure de proposer à leurs clients des options abordables qui récompensent la conduite prudente. L'application *Conduimatic Aviva*, lancée pour les clients de l'Ontario en 2022, a déjà gagné en popularité auprès des jeunes conducteurs qui veulent économiser sur leurs frais d'assurance, sans devoir faire de compromis sur l'aspect pratique ou leur protection*. Les données montrent que 99 % des utilisateurs sont sur la bonne voie pour obtenir une réduction sur leur prime d'assurance automobile. Les personnes qui souhaitent en savoir plus peuvent s'adresser à leur représentant d'assurance.



*Des conditions s'appliquent.

Chapitre 6

Conclusion



Conclusion

Face à l'inflation et à des taux d'intérêt élevés, combinés à des préoccupations concernant une possible récession, le rapport de cette année montre que les inquiétudes économiques ont désormais éclipsé les inquiétudes sanitaires liées à la pandémie de COVID-19. C'est le changement majeur que reflète le rapport de 2023 et il imprègne tous les aspects et les catégories de notre sondage. Il incombera aux gouvernements, aux entreprises et aux employeurs d'être sensibles aux préoccupations des Canadiens quant à l'abordabilité et de faire preuve de souplesse pour soutenir leurs aspirations professionnelles et personnelles à la mesure de ce problème de taille. Les décisions des familles canadiennes concernant leur mode de vie cette année et l'année prochaine continueront d'être influencées par les vents contraires de l'économie. Les entreprises du secteur privé et les gouvernements doivent travailler de concert pour répondre aux principales préoccupations en matière de viabilité financière au nom de tous les Canadiens.



Méthodologie

Le rapport *Notre mode de vie* d'Aviva Canada est basé sur une enquête d'opinion publique menée par la société d'études de marché Léger auprès de 2 500 Canadiens, dont 1 986 propriétaires d'habitations et 514 locataires. Le sondage s'est déroulé en ligne du 29 mars au 15 avril 2023. La marge d'erreur pour un échantillon de 2 500 personnes est de $\pm 2,0\%$, 19 fois sur 20.

Avis de non-responsabilité

Le programme Conduimatic Aviva concerne les produits d'assurance automobile souscrits auprès d'Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada, la Compagnie d'Assurance Traders Générale et la Compagnie d'Assurance Scottish & York Limitée, des filiales d'Aviva Canada Inc. Les produits Conduimatic sont assujettis aux dispositions, conditions, restrictions et exclusions figurant dans le libellé de nos polices d'assurance. Communiquez avec votre courtier d'assurance Aviva pour en savoir plus. Conduimatic Aviva est une marque de commerce utilisée sous licence par le titulaire de licence.

Avis général de non-responsabilité

Les renseignements contenus dans le présent rapport sont donnés à titre d'information seulement et ne sauraient se substituer à l'avis de professionnels et d'experts. Sauf indication contraire, les droits d'auteur sur le contenu du présent site appartiennent à Aviva Canada Inc.; ce contenu ne peut être utilisé, vendu, placé sous licence, copié ou reproduit, en tout ou en partie, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit dans quelque média et sur quelque support que ce soit sans le consentement écrit préalable d'Aviva Canada Inc.

- i. [L'adaptation au changement climatique au Canada](#)
- ii. [Rapport de Rentals.ca sur les loyers de juin 2023](#)
- iii. [La Banque du Canada relève le taux directeur de 25 points de base, et poursuit le resserrement quantitatif – Banque du Canada](#)

Notre mode de vie

Aviva Canada Août 2023

